

## FRANCE

## La fin, humiliante, de Nicolas Sarkozy

**Il est tombé de haut. Humilié, c'est le moins qu'on puisse dire. Jusqu'au dernier moment, Nicolas Sarkozy se voyait au mieux en tête de la primaire de droite et, au pire, au second tour face à Alain Juppé qu'il qualifiait de représentant de la «droite molle». Mais voilà, celui que personne n'attendait, son ex-Premier ministre, François Fillon, a déjoué tous les sondages et tous les pronostics. Celui que Sarkozy qualifiait de «Mister Nobody» l'a nettement devancé (44,1% contre 20% pour l'ex-chef de l'Etat français).**

Pourtant, quelques jours avant cette primaire devant désigner le candidat de la droite au scrutin présidentiel du 7 mai 2017, Nicolas Sarkozy, l'homme qui promettait des crocs de boucher à ses adversaires, de «tous les écrabouiller», de provoquer un «blast (explosion)», se définissant comme le candidat du «peuple contre les élites», se voyait tout beau et bombait encore le torse. «Le 7 mai, je sifflerai la fin de la récréation, je serai le président qui rétablira la République», fanfaronnait-il à Nîmes. Car pour Sarkozy, même arrivé second derrière



Nicolas Sarkozy.

Juppé, et ce, avant que Fillon ne lui grille la politesse, cette primaire n'était pour lui qu'une formalité. Son discours à la carte, ses provocations outrancières pour plaire à l'électorat le plus raciste, avec en toile de fond une «identité barricadée» (dixit *Foreign Policy* cité par le *Courrier international*), sur fond d'interdiction du burkini, du port du voile à l'université, de distribution d'une «double ration de frites» aux enfants ne mangeant pas de porc à la cantine, ses clins d'œil aux nostalgiques de l'Algérie française, aux harkis ou encore le fait de pointer

l'Algérie comme menace potentielle pour la stabilité du Maghreb, ne lui ont été finalement d'aucun secours. Qui plus est, l'ex-chef de l'Etat français était (et l'est toujours) englué dans une série d'affaires, traînant une batterie de casseroles, dont le financement de sa campagne électorale de 2007 par de l'argent libyen – selon Mediapart, quelque 5 millions de dollars lui auraient été versés par le régime de Kadhafi – avec à la clé, des morts suspectes comme celle de l'ancien Premier ministre libyen Choukry Ghanem (mort noyé dans le Danube en avril

De Paris, Hassane Zerrouky

2012) : «Pas un seul des Libyens à qui j'ai parlé pense qu'il ait pu se jeter dans le Danube», observait l'ex-ambassadeur des Etats-Unis en Libye, Chris Steven, dans un mail adressé à Hilary Clinton en juin 2012, deux mois avant sa mort le 11 septembre, à Benghazi, lors d'une attaque revendiquée par Al-Qaïda !

Dimanche prochain, ce sera donc un duel entre François Fillon et Alain Juppé, deux hommes, disons-le, qui n'ont pas fait de l'immigration et de l'identité gauloise leur thème central, mais que rien n'oppose au fond : tous deux sont des partisans de la suppression de l'impôt sur la fortune, de davantage de dérégulation de l'économie, de baisse de la dépense publique, de démantèlement des services publics ou de ce qu'il en reste et des acquis sociaux, deux hommes qui n'auront pour seul et unique objectif que défendre les intérêts de leur caste néolibérale. La seule chose qui les différencie, c'est leur rapport à la crise syrienne : Fillon, qui a rendu visite à Bachar Al-Assad, est prêt à rétablir les relations avec le régime syrien, tandis qu'Alain Juppé, qui avait alors pronostiqué la chute du régime syrien à fin 2012 quand il était chef de la diplomatie française, reste droit dans ses bottes : Bachar doit, selon lui, quitter le pouvoir et être jugé !

H. Z.

## TURQUIE

## Des députés européens empêchés de rencontrer un leader prokurde incarcéré

**Les autorités turques ont empêché hier des députés européens de rencontrer le leader du principal parti prokurde, Selahattin Demirtas, écroué dans le cadre d'une enquête pour «terrorisme», a constaté une journaliste de l'AFP.**

Le groupe d'une dizaine d'élus du Parti socialiste européen (PSE), emmenés par leur président, le Bulgare Sergueï Stanichev, est resté bloqué devant la porte de la prison d'Edirne (nord-ouest), près d'Istanbul, où M. Demirtas est retenu depuis le

début du mois. «Il n'est pas seul, notre famille politique est solidaire avec lui», a déclaré M. Stanichev lors d'une conférence improvisée devant le centre pénitentiaire, qualifiant l'arrestation de M. Demirtas de «pitoyable» et de «mauvais signal politique de la part des

autorités turques».

Cette visite survient plus de deux semaines après le placement en détention des coprésidents du HDP (Parti démocratique des peuples), Selahattin Demirtas et Figen Yüksekdag, accusés d'activités «terroristes» en lien avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Leur arrestation a été vivement critiquée par l'UE et a tendu les relations entre Ankara et Bruxelles, qui traversent une période particulièrement orageuse, le président Recep Tayyip Erdogan allant jusqu'à évoquer un référendum sur la poursuite ou non des négociations d'adhésion.

M. Stanichev n'a pas exclu

«un gel des négociations comme signal politique» en direction de la Turquie, ajoutant qu'il ne pouvait y avoir de «compromis» au sujet des critères d'adhésion.

Un député du HDP présent dans la délégation hier, Hisyar Özsoy, a accusé les autorités turques d'«isoler» les responsables prokurdes incarcérés.

«Ils ont diminué (...) les relations avec l'extérieur», a-t-il ajouté.

Après la tentative de coup d'Etat du 15 juillet, le gouvernement turc a lancé de vastes purges qui ne visent pas uniquement les putschistes présumés, mais également des responsables politiques et des médias d'opposition.

## ALLEMAGNE

## La candidature de Merkel accueillie sans entrain

**La candidature d'Angela Merkel à un quatrième mandat de chancelière a été accueillie sans enthousiasme en Allemagne, et nombre de commentateurs soulignaient lundi sa difficulté, malgré sa popularité, à se renouveler face au défi populiste.**

Une majorité d'Allemands — 55% — souhaitait qu'elle se représente, d'autant qu'aucun rival sérieux n'a émergé en onze ans de pouvoir, ce qui représente déjà la longévité politique la plus élevée parmi les dirigeants occidentaux.

«Merkel y va, qui d'autre ?», résumait *Die Welt* en Une. Le sentiment dominant est celui d'une annonce sans surprise et d'un suspense limité mais, sur le fond, la réserve de la presse allemande contraste avec les attentes croissantes que la chancelière suscite à l'étranger, où elle est présentée comme le dernier rempart face au populisme et à Donald Trump.

Lapidaire, le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* estime même que «le zénith» de la dirigeante de 62 ans «est déjà passé» et que les chances qu'elle «se révèle en «Superwoman» de l'Allemagne ou du monde occidental ne sont pas particulièrement élevées».

Pourra-t-elle rallier les électeurs allemands et l'Europe à sa politique migratoire, tout en brisant la vague populiste ? Le quotidien populaire *Bild* juge, de son côté, que «ça fait beaucoup pour une seule personne».

La chancelière a beau s'avancer en grande favorite, son parti est en perte de vitesse à l'approche des législatives prévues en septembre ou octobre 2017.

Avec 33% des intentions de vote, la CDU est à neuf points de son score de 2013.

Car si Angela Merkel a recentré son parti et rongé l'espace des sociaux-démocrates, elle a aussi déçu les conservateurs pur jus, ouvrant un boulevard idéologique aux populistes de l'Alternative pour l'Allemagne (AfD).

Sa politique de la main tendue aux réfugiés, qui ont été 890 000 à gagner l'Allemagne l'an dernier, a divisé le pays et les «Merkel doit partir !» fusent depuis un an dans les meetings de l'AfD.

«Sous Merkel, la démocratie en Allemagne s'est atrophiée et s'est changée en coalition de tous les partis», lançait lundi matin Alexander Gauland, transfuge de la CDU devenu l'un des dirigeants de l'AfD, en référence à la quasi-absence d'opposition au Parlement, la chancelière gouvernant avec les sociaux-démocrates.

Or les populistes, crédités de 11 à 13% des intentions de vote, peuvent bouleverser le jeu électoral en compliquant considérablement la formation d'une majorité de gouvernement.

M<sup>me</sup> Merkel a d'ailleurs elle-même admis dimanche que les prochaines législatives s'annoncent comme «les plus difficiles» depuis «la Réunification allemande».

Outre la droite populiste, la dirigeante allemande doit batailler contre le doute dans une partie de ses rangs, à commencer chez ses alliés bavarois de la CSU.

«Nous acceptons (sa candidature, ndr), mais elle ne suscite pas l'euphorie», a lâché lundi Hans Peter Friedrich, figure de la CSU et ancien ministre d'Angela Merkel.

Enfin, conscients d'avoir été affaiblis par leur alliance avec M<sup>me</sup> Merkel, certains

sociaux-démocrates veulent entamer un virage à gauche et prônent une alliance avec la gauche radicale et les écologistes.

«Prise en étau entre une possible alliance rouge-verte et les saillies droitières de l'AfD», Merkel doit désormais «se réinventer», estime *Bild*, jugeant qu'elle ne pourra se contenter de défendre son bilan.

Or le lyrisme électoral n'a jamais été le fort de la chancelière et ce n'est pas avec «de vagues promesses de réductions d'impôts et quelques sorties sur l'islam radical» qu'elle convaincra, prédit le *Spiegel*.

«Quelqu'un a-t-il compris pourquoi Angela Merkel se représente et ce qu'elle compte faire de quatre ans supplémentaires au pouvoir ? Pas moi», assène Dirk Kurbiuweit, un éditeur de cet hebdomadaire.

Sa stature internationale n'est pas non plus une garantie, met en garde la *Süddeutsche Zeitung*, surtout si elle donne l'impression de négliger la politique intérieure.

«In fine, les électeurs s'intéressent plus à l'emploi, aux écoles et à la sécurité physique et sociale chez eux, qu'au processus de paix en Afghanistan ou en Syrie», juge le quotidien.

## SYRIE

## La Russie confirme l'utilisation d'armes chimiques par des terroristes contre les civils à Alep

La Russie a confirmé hier l'utilisation d'armes chimiques par des groupes terroristes contre les civils à Alep, dans le nord-ouest de la Syrie, selon le porte-parole du ministère russe de la Défense.

«Les échantillons recueillis par les experts russes dans le sud-est d'Alep confirment que les extrémistes ont eu recours à des armes chimiques contre les populations civiles», a déclaré le porte-parole Igor Konachenkov, cité par l'agence de presse *Sputnik*.

«Après avoir étudié neuf échantillons recueillis dans le sud-est d'Alep, les experts du ministère russe de la Défense ont confirmé que les extrémistes avaient eu recours au chlore et au phosphore blanc», a-t-il précisé.

Selon le porte-parole, des experts militaires russes du Centre d'étude des unités de protection radiologique, chimique et biologique continuent de recueillir des preuves d'attaques chimiques effectuées par les terroristes en Syrie.

Le général a toutefois déploré que «malgré l'invitation à collaborer, l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques (OIAC) n'a toujours pas envoyé le moindre spécialiste à Alep».

Les experts russes travaillent sur les lieux de l'attaque menée fin octobre par des terroristes dans le sud-est d'Alep, qui a fait deux morts parmi les militaires syriens et 37 blessés parmi les civils, selon un bilan officiel.